



## Le coût de la complaisance : Une crise du financement de la réduction des risques

### Introduction

[La réduction des risques](#) englobe une série de services et de pratiques sanitaires et sociales qui visent à minimiser les effets sanitaires, sociaux et juridiques négatifs associés à la consommation de drogues, aux politiques et aux lois en matière de drogues. Les services de réduction des risques, tels que les programmes d'échange d'aiguilles et de seringues (PES) et la thérapie par agonistes opioïdes (TAO), se sont révélés être des interventions efficaces et rentables en matière de prévention du VIH.

Les personnes qui s'injectent des drogues sont 15 fois plus susceptibles de contracter le VIH que la population générale, bien que ce risque varie considérablement d'une région à l'autre, quatre régions présentant un risque supérieur à la moyenne : le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) (88 fois plus élevé), l'Amérique latine (46 fois plus élevé), l'Asie-Pacifique (42 fois plus élevé) et l'Europe de l'Est et l'Asie centrale (EEAC) (19 fois plus élevé). [L'ONUSIDA](#) signale que de nouvelles épidémies de VIH semblent émerger dans certaines régions, telles que la région MENA et l'EEAC. Cela est principalement dû au manque de services de prévention pour les populations clés et aux obstacles posés par les lois répressives, la violence, la stigmatisation sociale et la discrimination.

L'état actuel du financement de la réduction des risques dans les pays à revenu faible et intermédiaire

Harm Reduction International (HRI) suit l'évolution du financement de la réduction des risques depuis 2007. Notre dernière étude a identifié 151 millions de dollars de financement de la réduction des risques provenant à la fois des donateurs et des budgets nationaux en 2022. Cela ne représente que 6 % des 2,7

milliards de dollars que l'ONUSIDA estime nécessaires pour une réponse adéquate en matière de réduction des risques d'ici 2025.

Le financement de la réduction des risques ne représentait que 0,7 % du financement total de la lutte contre le VIH en 2022 (provenant des donateurs et des budgets nationaux). Alors que la riposte globale au VIH présente un déficit de financement de 29 %, ce déficit est de 94 % pour la réduction des risques. En outre, cet écart n'a pratiquement pas changé depuis 2019, où il s'élevait à 95 %.

### Financement national de la réduction des risques

En 2022, notre recherche a identifié des investissements nationaux dans la réduction des risques dans 27 pays à revenu faible et intermédiaire, s'élevant à 49,7 millions USD, ce qui représente environ un tiers de tous les financements de réduction des risques identifiés en 2022. Il est clair que si les pays investissent dans leurs ripostes au VIH, ils n'investissent pas encore dans la réduction des risques, qui ne représentait que 0,4 % de l'ensemble des financements nationaux pour le VIH en 2022.

Bien qu'il y ait des problèmes de qualité des données, il semble que nous ayons régressé depuis 2019 en termes de durabilité, avec moins de pays investissant et un montant total plus faible.

Comme le montre la figure 1, nous avons constaté des baisses substantielles dans les pays qui investissaient le plus en 2019. Ces 10 pays représentaient 85 % de tous les financements nationaux identifiés en 2019, mais seulement 74 % en 2022. Nous avons également constaté quelques augmentations du financement national au niveau des pays, qui peuvent être dues à l'influence du cofinancement du Fonds mondial, comme en Serbie et en Indonésie.

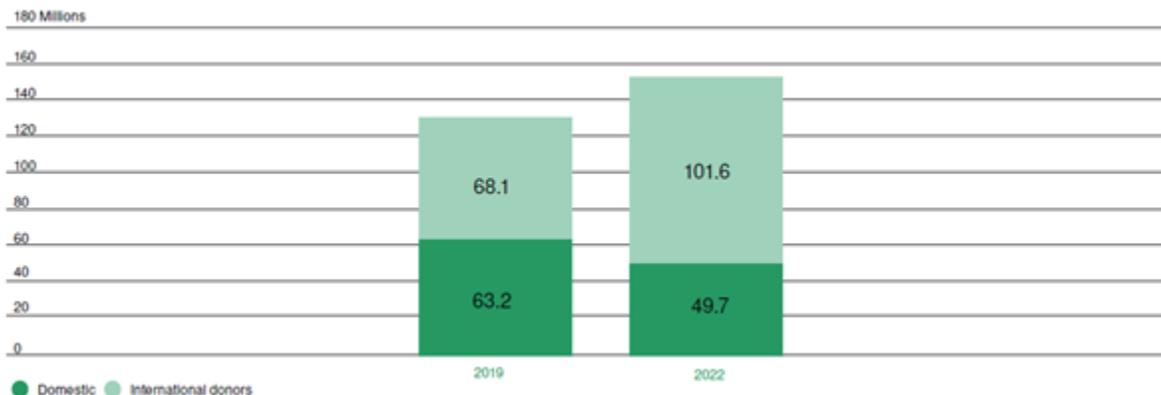
Figure 1 : Pays ayant les investissements nationaux les plus élevés en 2019 et les financements identifiés en 2022

Country	2019 (USD millions)	2022 (USD millions)	Domestic funding as % of overall funding 2019
Iran	14,222,829	4,102,995	97%
Vietnam	12,531,341	8,555,796	77%
India	11,600,000	10,176,000	92%
Georgia	3,877,889	3,144,291	73%
Indonesia	2,806,375	2,284,859	82%
Kazakhstan	2,265,590	1,364,113	60%
Serbia	2,225,063	2,718,926	99%
Malaysia	1,708,624	686,274	100%
Belarus	1,438,428	943,178	61%
Thailand	1,334,711	1,718,745	35%
<b>Total</b>	<b>50,594,473</b>	<b>33,466,356</b>	

## Financement des donateurs pour la réduction des risques

Depuis le début du travail de suivi de HRI, le nombre de donateurs soutenant la réduction des risques dans les pays à revenu faible et intermédiaire est resté faible, en particulier si on le compare au nombre de donateurs qui financent les programmes de lutte contre le VIH de manière plus générale. En 2022, nous avons identifié 101,6 millions de dollars de financement pour la réduction des risques de la part de onze donateurs. Cela représentait 67 % du financement total de la réduction des risques cette année-là. Il s'agit d'une part et d'un montant plus importants qu'en 2019, où le financement des donateurs représentait 52 % du financement total de la réduction des risques (voir la figure 2).

Figure 2 : Montant du financement de la réduction des risques (en millions d'USD) par source de financement en 2019 et 2022



Depuis 2007, nous avons documenté le déclin constant du financement bilatéral et la dépendance croissante à l'égard du financement multilatéral. La réduction des risques dépend aujourd'hui plus que jamais du Fonds mondial, qui sera la source de 73 % de tous les fonds des donateurs en 2022, contre 31 % seulement en 2007. En 2022, seuls trois gouvernements réalisaient des investissements bilatéraux de plus de 100 000 USD dans la réduction des risques, le gouvernement américain fournissant 8 millions USD et les gouvernements français et néerlandais contribuant respectivement à hauteur de 3,5 millions USD et 1,5 million USD. Dans l'ensemble, ce changement a eu un impact négatif sur le montant de l'aide des donateurs. Le financement des donateurs pour la réduction des risques a été divisé par deux en valeur réelle au cours des 15 dernières années. Si les niveaux de financement étaient restés stables, augmentant en fonction de l'inflation, les pays à revenu faible et intermédiaire auraient reçu 202 millions de dollars de la part des donateurs en 2022.

Il est également très préoccupant de constater que les investissements des donateurs qui ont apporté un soutien essentiel au plaidoyer et à la réforme juridique et politique ont diminué, ce qui souligne la fragilité du financement des donateurs et sa vulnérabilité aux changements politiques. Par exemple, en 2019, le gouvernement néerlandais représentait 8 % du financement identifié pour la réduction des risques, mais ce chiffre a été ramené à 1 % en 2022. Open Society Foundations (OSF) a été un bailleur de fonds crucial pour la réduction des risques et le plaidoyer en matière de politique des drogues, mais les récents changements organisationnels ont réduit ce soutien.

## Investir dans les réponses communautaires

Les stratégies des donateurs et les objectifs mondiaux reconnaissent que les réponses communautaires font partie intégrante de la lutte contre le VIH, mais il n'existe actuellement aucun mécanisme permettant aux donateurs de rendre compte de leurs investissements. La majorité des donateurs n'enregistrent pas de données sur le financement qu'ils accordent aux organisations communautaires. Lorsqu'il existe un financement, il est minime et ne permet guère de soutenir des programmes durables menés par les communautés. Et ce, malgré les preuves évidentes de l'impact positif de la réduction des risques menée par les communautés pendant les périodes de fermeture du COVID-19 et en Ukraine, en particulier lorsque les organisations ont bénéficié d'un financement souple et renforcé.

## Le rôle central du Fonds mondial

On ne saurait trop insister sur l'importance du Fonds mondial, qui est une source cruciale de soutien à la fourniture de services de réduction des risques, ainsi qu'à la défense des droits et à la réforme juridique et politique nécessaire pour réduire les obstacles qui empêchent les consommateurs de drogues d'accéder aux services. Il joue un rôle essentiel dans l'introduction et l'amélioration de l'accès aux services de réduction des risques par le biais de ses partenariats nationaux. Les subventions nationales du Fonds mondial constituent une bouée de sauvetage pour soutenir et développer les programmes de réduction des risques pour les personnes qui consomment des drogues. Le soutien du Fonds mondial au

renforcement des communautés et au plaidoyer est aujourd'hui plus important que jamais. Un soutien relativement peu coûteux mais à fort impact, notamment par le biais de subventions multi-pays et d'autres investissements catalytiques, est essentiel pour garantir que les personnes qui consomment des drogues ne soient pas laissées pour compte. Le Fonds mondial a également un rôle clé à jouer dans la mise en place de réponses durables par le biais de cofinancements, de fonds de contrepartie et d'autres outils permettant aux gouvernements de s'approprier financièrement les programmes nationaux de réduction des risques.

Le Fonds mondial estime que 74,5 millions USD ont été budgétisés pour la réduction des risques en 2022, ce qui représente 73 % du financement des donateurs pour la réduction des risques. Les programmes de réduction des risques dans les pays à revenu faible et intermédiaire dépendent aujourd'hui plus que jamais du Fonds mondial comme source de financement. Par conséquent, toute réduction du financement du Fonds mondial pour la réduction des risques est susceptible d'affecter de manière dramatique et disproportionnée les programmes de réduction des risques, entraînant des fermetures de services et un renversement des progrès réalisés dans la prévention du VIH parmi les personnes qui utilisent des drogues. Comme l'ont souligné [le GFAN, HRI et d'autres lors de la préparation de la 7ème reconstitution des ressources](#), il est primordial pour la réduction des risques que le Fonds mondial soit pleinement financé à l'avenir.

## Recommandations

Les donateurs et les gouvernements de la réduction des risques doivent faire des investissements supplémentaires substantiels pour atteindre les objectifs mondiaux visant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030. Comme le souligne [un récent rapport du rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à la santé](#), les gouvernements et les donateurs devraient se [désengager de la guerre injuste contre la drogue et de l'application punitive de la loi sur les drogues qui en découle, et investir dans des programmes qui donnent la priorité à la communauté, à la santé et à la justice](#).

Le financement des activités de plaidoyer devrait être augmenté afin de contribuer à la réforme de la législation et des politiques en matière de drogues, nécessaire à la mise en place de mesures durables de réduction des risques. Les subventions multi-pays du Fonds mondial, les investissements catalytiques et les initiatives stratégiques sont des sources de soutien cruciales.

Les donateurs internationaux et les gouvernements doivent investir dans les organisations communautaires dans le cadre des systèmes de santé nationaux afin de créer et de protéger des programmes de réduction des risques résistants et durables. Des flux de financement spécifiques sont nécessaires pour contourner les obstacles structurels.

Les donateurs internationaux devraient aider les gouvernements à mettre en place les mécanismes de financement nécessaires au financement national de la réduction des méfaits.

La réduction des risques doit être considérée comme plus large que la prévention des maladies. Des systèmes de santé solides nécessitent des systèmes communautaires de réduction des risques solides.

## Conclusion

Les gouvernements se sont engagés à mettre fin au sida et à la tuberculose, à éliminer l'hépatite virale et à fournir un accès universel aux soins de santé d'ici 2030. Ces objectifs ne pourront pas être atteints tant que les programmes de prévention destinés aux populations clés, y compris les personnes qui consomment des drogues, continueront de souffrir d'un manque criant de financement. Une riposte durable au VIH pour les personnes qui consomment des drogues nécessite un investissement beaucoup plus important dans les programmes communautaires, le plaidoyer et la réforme des lois et des politiques. Plus que jamais, la réduction des risques dans les pays à revenu faible et intermédiaire dépend d'un Fonds mondial pleinement financé, qui veille à ce que les voix des personnes qui consomment des drogues soient entendues dans les processus d'octroi de subventions et qui maximise les possibilités de soutenir la réduction des risques.

[Read More](#)

---